

Déploiement de la frégate *Bretagne* dans l'Indo-Pacifique

Mettre en œuvre la stratégie française dans la région

Marc JULIENNE

Céline PAJON

► Points clés

- Le déploiement de la Frégate multi-missions (FREMM) *Bretagne* de la Marine nationale dans l'Indo-Pacifique ces derniers mois démontre la capacité française de projection loin de la métropole, et concrétise sa stratégie indopacifique.
- Opérer en Asie-Pacifique présente un défi logistique considérable nécessitant une planification, une anticipation et un suivi rigoureux. Disposer de points d'appui logistiques et techniques est dès lors crucial.
- Pour la première fois, une frégate française de premier rang a participé à un exercice multilatéral en mer de Chine méridionale (Valiant Shield 2024). Les échanges, les escales et exercices conjoints participent au développement de la connaissance mutuelle et de la construction de la confiance, indispensables à une coopération solide et durable.
- La démonstration des capacités d'action et de projection participe d'une politique de signalement stratégique de l'armée française à destination de ses homologues dans la région. La relative discrétion de la mission Tanskorn montre toutefois que la France aurait intérêt à renforcer sa communication stratégique afin de mieux faire connaître et comprendre les enjeux de ses déploiements.

La Frégate multi-missions (FREMM) *Bretagne* de la Marine nationale est actuellement déployée dans l'Indo-Pacifique pour la mission Tanskorn d'une durée d'environ huit mois. Partie de son port d'attache de Brest au mois d'avril 2024, la FREMM a mis le cap sur l'océan Indien *via* la Méditerranée, le canal de Suez et la mer Rouge. La *Bretagne* a ensuite navigué plusieurs semaines en mer de Chine méridionale, avant de rejoindre l'océan Pacifique et atteindre Guam, puis Hawaï, où elle a participé à l'exercice multilatéral RIMPAC. À l'issue, le bâtiment a fait route vers l'ouest et effectué la relève d'équipage à l'occasion d'une escale à Yokosuka au Japon, avant d'entamer son retour vers l'Hexagone, prévu en octobre.

Cette mission est originale par sa nature et son envergure. En projetant une frégate de premier rang en Indo-Pacifique, la France vise deux objectifs principaux : renforcer sa connaissance de la zone et sa capacité d'action, et approfondir sa coopération avec les partenaires régionaux. Elle met ainsi concrètement en œuvre sa stratégie dans cette zone clé, non sans défis.

Les deux auteurs ont successivement embarqué à bord de la *Bretagne* en mai et juin, entre Jakarta et Manille, et entre Manille et Guam, et ont ainsi pu observer certains aspects pratiques d'un tel déploiement¹. Ce *Briefing* n'a pas pour objet de relater la mission Tanskorn dans son entier, mais plutôt de contextualiser ce déploiement et d'en analyser les ressorts opérationnels et stratégiques.

Développer les capacités d'action de la France en Indo-Pacifique

La France projette régulièrement des capacités militaires en Asie-Pacifique. Les frégates de surveillance *Vendémiaire* et *Floréal*, basées respectivement à Nouméa et Papeete, patrouillent régulièrement dans cette zone.

La mission annuelle Jeanne d'Arc, qui clôturait la formation des officiers de l'École navale, a coutume de venir périodiquement dans la région. En outre, le déploiement de la FREMM *Bretagne* fait suite à ceux du porte-avions *Charles de Gaulle* en 2019, du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Émeraude* en 2021, et de la FREMM *Lorraine* en 2023.

L'armée de l'Air et de l'Espace renforce elle aussi sa capacité d'action dans la région, avec la mission PEGASE qui projette chaque année depuis 2022 des capacités aériennes, dont des chasseurs *Rafale*, dans l'Indo-Pacifique, donnant lieu à de nombreuses escales et participations à des exercices bilatéraux et multilatéraux. L'édition PEGASE 2024 a

1. Les auteurs tiennent à exprimer leur profonde gratitude au CF Jérémy Bachelier, à l'initiative de cet embarquement, au CV Gwenggan Le Bourhis, commandant de l'équipage A de la FREMM *Bretagne*, ainsi qu'à l'ensemble de l'équipage pour leur accueil à bord.

d'ailleurs été la plus ambitieuse par son volume, sa complexité et le nombre de partenaires impliqués².

Ces déploiements visent à démontrer la capacité française à projeter des moyens du haut du spectre loin de la métropole, à exercer son autonomie stratégique et à mettre en œuvre sa stratégie Indo-Pacifique.

En 2019, la France est le premier pays européen à adopter une stratégie pour l'Indo-Pacifique³. Cette vaste région, qui s'étend des côtes orientales de l'Afrique à l'Océanie est reconnue comme une zone stratégique majeure : moteur économique du monde, elle est aussi le lieu de fortes dynamiques de déstabilisation nourries par la remise en question croissante des normes internationales, notamment en matière maritime, le retour de la compétition géostratégique et la dégradation rapide de l'environnement naturel.

La France cherche à
réduire les risques
d'instabilité en défendant
un ordre international
fondé sur le droit

La stratégie française vise d'abord à assurer la sécurité de ses intérêts souverains dans la région : ses territoires ultramarins – la Réunion et Mayotte dans l'océan Indien, et la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et Clipperton dans l'océan Pacifique ; ses 1,8 millions de ressortissants ; et son immense domaine maritime de 9 millions de kilomètres carrés (km²).

En tant que puissance responsable et constructive, membre du Conseil de sécurité des Nations unies, la France cherche aussi à réduire les risques d'instabilité en défendant un ordre international fondé sur le droit, et en proposant une voie singulière dans le contexte de la compétition sino-américaine par une approche fondée sur les partenariats et le multilatéralisme.

Appréhender un environnement lointain et complexe

Pour la Marine nationale, comme pour l'ensemble des forces armées françaises, opérer en Asie-Pacifique présente des défis substantiels comparés aux théâtres plus proches et mieux connus que sont l'océan Atlantique, les mers du Nord, la mer Méditerranée et jusqu'au golfe d'Aden.

2. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne ont constitué des partenaires cruciaux lors de cette édition, tandis que les forces aériennes françaises ont visité et coopéré dans la zone indopacifique, avec l'Australie, l'Inde, Singapour, le Japon, l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie. Voir les détails de la mission PEGASE : www.defense.gouv.fr.

3. J. Bachelier et C. Pajon, « La France dans l'Indopacifique. Pour une posture stratégique pragmatique », *Focus stratégique*, n° 117, Ifri, octobre 2023, disponible sur : www.ifri.org.

Apprivoiser la tyrannie des distances

La France est certes une nation de l'Indo-Pacifique avec ses territoires ultramarins, mais les forces de souveraineté dont elle dispose dans la région demeurent d'une capacité d'action limitée : près de 8 000 militaires, 12 navires et 40 aéronefs répartis entre la Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, qui se consacrent principalement en l'état à des missions d'action de l'État en mer (patrouille des zones économiques exclusives, coopération de voisinage en matière de surveillance maritime, opérations humanitaires et de secours).

Plus qu'un véritable avantage ou un tremplin de la France pour évoluer dans la zone, ces territoires confèrent en réalité à l'État français la lourde responsabilité d'assurer leur défense et leur sécurité ainsi que celles de son vaste domaine maritime dans un contexte chargé de défis liés aux dérèglements climatiques, aux crises migratoires croissantes et à la montée des rivalités entre grandes puissances.

Du fait de l'éloignement de l'Hexagone et de la fameuse tyrannie des distances dans cette région du monde (près de trois semaines de navigation de Toulon à Singapour par exemple, et 18 heures de décalage horaire entre Papeete et Manille), la navigation en Asie-Pacifique présente un défi logistique considérable nécessitant une planification, une anticipation et un suivi rigoureux. Les réserves de carburant requièrent la plus grande attention, tandis que la gestion de l'eau douce et des vivres fait également l'objet d'une attention particulière. Mais la plus grande préoccupation est celle que l'on ne peut pas anticiper : l'avarie technique, qui dans certains cas peut nécessiter un soutien extérieur rapide.

D'où l'importance de la robustesse des bateaux et du professionnalisme des marins, mais aussi du réseau logistique sur lequel un bâtiment français peut s'appuyer. Ce soutien logistique se trouve d'abord à terre, dans les ports étrangers et plus rarement français, mais aussi en mer grâce aux capacités de ravitaillement à la mer (RAM) de la Marine nationale et des marines partenaires. Manœuvre complexe, le RAM avec une marine étrangère nécessite un accord préalable, une interopérabilité entre les bateaux, un savoir-faire et une confiance éprouvés. De cette agilité logistique dépendent la capacité opérationnelle d'une marine et le succès de ses opérations. Le rôle des points d'appui logistiques et techniques, qu'ils soient civils ou militaires, est dès lors crucial pour le succès de tout déploiement.

Se familiariser avec un environnement complexe

Pour développer ses connaissances et sa compréhension de la région, la Marine nationale doit multiplier les patrouilles en Asie-Pacifique, afin de collecter des informations fiables et établir une appréciation autonome de l'environnement naturel (océanographie, bathymétrie, météorologie, acoustique et électromagnétique), des usages maritimes, du comportement des acteurs en présence et de leur niveau de compétence opérationnelle.

Ceci est particulièrement nécessaire en mer de Chine méridionale, où le trafic commercial est dense et où se côtoient des marines militaires aux niveaux techniques et d'agressivité variés, ainsi que des garde-côtes et des flottes de pêche. Dans le cas de la milice maritime chinoise, ces flottes commerciales mènent des actions politiques commanditées par le Parti communiste.

En mer de Chine méridionale, Pékin revendique près de 80 % de la zone et considère les eaux internationales comme faisant partie intégrante de son territoire, défiant ainsi les principes établis par le droit de la mer. Les forces chinoises ont pris pied sur de nombreux îlots disputés des archipels des Spratleys et des Paracels qu'elles ont poldérisés et militarisés⁴. Considérant cet espace comme relevant de sa souveraineté, la marine chinoise piste systématiquement tout navire militaire croisant en mer de Chine méridionale, comme les auteurs ont pu l'observer. C'est pourquoi l'exercice de la liberté de navigation dans des espaces contestés est l'un des enjeux majeurs pour la Marine nationale et constitue un pilier central de la stratégie indopacifique.

Construire l'interopérabilité avec les partenaires de la France dans la région

Le déploiement d'une FREMM en Asie-Pacifique vise aussi à développer les partenariats dans la région. La *Bretagne* ne constitue qu'une facette de cette coopération qui se développe d'abord au niveau diplomatique entre gouvernements et qui se décline dans les domaines politique, économique, culturel et militaire, comme c'est le cas, par exemple, avec le Japon, Singapour ou les Philippines.

Pour la Marine nationale, il s'agit de nouer des partenariats avec les marines locales à travers des échanges, des exercices conjoints et des escales. Ceci participe au développement de la connaissance mutuelle et de la construction de la confiance, primordiale pour une coopération solide et stable.

À plus long terme, ces partenariats permettront de travailler ensemble et d'interopérer pour soutenir des actions dans le cadre de coalitions pour de l'assistance humanitaire et la réponse aux catastrophes naturelles (HA/DR), la lutte contre les trafics et la pêche illicite, et l'exercice de la liberté de navigation.

Ainsi, au cours de son déploiement en Indo-Pacifique, la *Bretagne* a effectué des escales en Inde, en Indonésie, aux Philippines, à Guam, Hawaï et au Japon permettant à chaque fois d'approfondir le lien avec les autorités et les marines locales et de consolider la confiance et la coopération. En effet, autoriser un bâtiment militaire étranger, et donc armé, à accoster dans son port ne constitue pas une action anodine, ni sur le plan logistique, ni sur le plan politique.

La logistique ne se limite pas à des aspects purement techniques. Les accords de soutien (ACSA/RAA) négociés au niveau diplomatique et les partenariats stratégiques

4. Voir le site « China Island Tracker », Asia Maritime Transparency Initiative, CSIS, disponible sur : <https://amti.csis.org>.

permettent à la France de maintenir une présence opérationnelle dans des zones éloignées, tout en assurant une flexibilité tactique indispensable pour répondre aux défis que posent des environnements complexes et imprévisibles. L'établissement de nouveaux points d'appui dans la région auprès de partenaires fiables est aujourd'hui une priorité stratégique pour la France dans l'Indo-Pacifique.

Les exercices conjoints sont tout aussi importants pour favoriser la connaissance et la confiance mutuelles entre les marines, ainsi que l'interopérabilité. Durant son déploiement, la *Bretagne* a conduit des exercices avec des partenaires régionaux comme l'Inde, l'Indonésie, les Philippines et le Japon, et extra-régionaux comme l'Italie, et a participé à des exercices multilatéraux comme Valiant Shield 2024 en mer de Chine méridionale et RIMPAC 2024 dans l'océan Pacifique au côté de 29 nations⁵.

Valiant Shield 2024

En juin 2024, l'exercice américain Valiant Shield a pour la première fois été organisé dans un format multilatéral avec la participation du Japon, du Canada et de la France. Jusqu'alors et depuis 2006, Valiant Shield consistait en un exercice uni-national interarmées américain dans le Pacifique, focalisé sur l'interopérabilité entre les forces et dans toutes les dimensions du champ de bataille (terre, air, mer, espace, cyber).

Cette année, sous la supervision ultime du Commandement américain pour l'Indo-Pacifique (INDOPACOM) à Hawaï, des officiers français, japonais et canadiens étaient insérés à tous les niveaux de la chaîne de commandement.

La FREMM *Bretagne* a contribué à cet exercice en s'insérant au sein du groupe aéronaval américain n° 9 (*Carrier Strike Group 9*) autour du porte-avions USS *Theodore Roosevelt*, et aux côtés de divers bâtiments américains et de la frégate canadienne NCSM *Montréal*.

Le groupe a patrouillé du sud au nord de la mer de Chine méridionale, durant une semaine avant de franchir le détroit de Luçon au large des Philippines. Puis, dans le Pacifique, la *Bretagne* a effectué de nouveaux exercices (RAM) et un échange de personnels avec le USS *Blue Ridge*, navire amiral de la VII^e Flotte américaine.

Pour la première fois, une frégate française de premier rang participait à un exercice multilatéral en mer de Chine méridionale

5. L'exercice RIMPAC 2024 a rassemblé 25 000 militaires de 29 nations participantes au large de Hawaï. Voir le site dédié à l'exercice RIMPAC : www.cpf.navy.mil.



Source : Le groupe aéronaval n° 9, composé de navires canadiens et français, patrouillent conjointement en mer de Chine méridionale pour l'opération Valiant Shield 2024, 6 juin 2024, par PO1 Chris Williamson. Image fournie par Defense Visual Information Distribution Sercive (DVIDS).v

C'était la première fois qu'une frégate française de premier rang participait à un exercice multilatéral en mer de Chine méridionale.

La contribution de la *Bretagne* relève de la construction de la confiance entre la France et ses partenaires dans la région, les États-Unis notamment. En effet, durant la durée de l'exercice, la FREMM *Bretagne* était placée sous le commandement de l'état-major américain, dans la limite et dans les conditions posées par Paris, conformément à sa propre posture souveraine en Indo-Pacifique.

De leur côté, en intégrant une frégate française, les Américains consentent au partage de certaines de leurs procédures et canaux de communication chiffrés pour pouvoir travailler avec les Français. Se construit ainsi, à travers un exercice en conditions réelles, la confiance mutuelle, qui, même entre alliés traditionnels et naturels comme la France, les États-Unis et le Canada, ne va pas de soi dans cette région du monde, par manque d'habitude.

Cet exercice est aussi un moyen pour la France de démontrer ses capacités opérationnelles et donc de gagner en crédibilité, mais aussi de monter en compétence en s'entraînant dans des formats et dans des environnements peu habituels. L'insertion dans un groupe aéronaval américain est à ce titre un exercice d'une grande technicité et d'une grande exigence tactique, *a fortiori* dans un environnement délicat comme la mer de Chine méridionale, où la liberté de navigation est remise en cause.

La FREMM *Bretagne* participe à de nombreux autres exercices avec ses partenaires au cours de son déploiement, comme RIMPAC en juillet, le plus grand exercice naval multilatéral déjà évoqué. À l'écriture de ces lignes, la *Bretagne* est intégrée au groupe aéronaval italien articulé autour du porte-avions *Cavour*. Ils patrouillent dans l'océan Pacifique conjointement avec des bâtiments japonais, allemand, australien et américain⁶.

Signalement stratégique et communication stratégique

La démonstration des capacités d'action et de projection correspond à une politique de « signalement stratégique » de la France, à destination des forces armées partenaires et concurrentes dans la région, qui disposent des capacités techniques pour observer ce que fait la France. Autrement dit, par un tel déploiement, l'armée française s'adresse aussi à ses homologues régionales.

Toutefois, si la France est performante dans le *signalement stratégique*⁷, elle est moins active sur le plan de la *communication stratégique*. En effet, si les forces armées et les services de renseignements étrangers perçoivent les signaux envoyés par la France, les gouvernements, les communautés stratégiques, les médias, les opinions publiques, y compris en France, n'ont souvent pas conscience de ces déploiements, et les informations publiques disponibles sont rares. La mission Tanskorn n'en est que l'exemple le plus récent.

Cette absence de *communication stratégique* accompagnant les déploiements militaires français présente plusieurs risques. D'abord, elle peut créer du doute ou de la suspicion chez les partenaires et concurrents sur les intentions de la France. Ensuite, alors que d'autres puissances usent et abusent de la communication, la France prend le risque de céder l'initiative du récit à d'autres, partenaires ou concurrents, qui pourraient éventuellement travestir les intentions réelles de Paris. Enfin, pour faire entendre sa voix et pour déjouer d'éventuelles manipulations, la France doit mieux communiquer sur ses déploiements et auprès d'une plus large audience, au-delà des forces armées étrangères.

Conclusion

Les déploiements en Indo-Pacifique, à l'instar de celui de la FREMM *Bretagne* cette année dans le cadre de la mission Tanskorn, sont cruciaux pour la montée en compétences et en crédibilité de la France, et pour qu'elle se hisse ainsi au niveau de ses ambitions. Elle doit en effet démontrer qu'elle sait se projeter et travailler avec ses partenaires loin de l'Hexagone, pour crédibiliser son ambition de constituer une puissance responsable et

6. Communication de la marine allemande sur X : <https://x.com> ; Communication de la Marine nationale sur X : <https://x.com>

7. Voir J. Bachelier, H. Fayet, A. Jonnekin, F. Renaud, « Le signalement stratégique : un levier pour la France dans la compétition entre puissances ? » *Focus stratégique*, n° 114, Ifri, mai 2023 www.ifri.org.

constructive – ou « puissance d'équilibres » selon la doctrine du président Macron – capable de protéger ses propres intérêts nationaux, ses territoires et ses ressortissants dans l'Indo-Pacifique, et promouvoir un ordre international fondé sur le droit.

Marc Julienne est directeur du Centre Asie de l'Ifri. Docteur en science politique et relations internationales, ses travaux portent sur la politique étrangère et de sécurité de la Chine. Il enseigne les relations internationales en Asie du Nord-Est dans le Master Relations internationales de l'Inalco.

Céline Pajon est chercheuse, responsable des activités Japon et Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri. Elle analyse les évolutions de la politique étrangère et de défense japonaise et couvre les relations internationales et la géostratégie de la région indopacifique.

Comment citer cette publication :

Marc Julienne et Céline Pajon, « Déploiement de la frégate *Bretagne* dans l'Indo-Pacifique. Mettre en œuvre la stratégie française dans la région », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 2 septembre 2024.

ISBN : 979-10-373-0899-3

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Vue de la FREMM *Bretagne*, mer de Chine méridionale, mai 2024 © Céline Pajon, Ifri, 2024



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

